

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44263 Nantes Cedex 2

Nantes, le 25 juin 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS**

3 rue du Charron - CS 90412  
44800 Saint-Herblain

**Références :** N1-2025-706  
**Code AIOT :** 0006301195

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2025 dans l'établissement HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS implanté La Coche SAINTE PAZANNE - SAINT HILAIRE CHALEONS 44680 Sainte-Pazanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS
- La Coche SAINTE PAZANNE - SAINT HILAIRE CHALEONS 44680 Sainte-Pazanne
- Code AIOT : 0006301195
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Après avoir été exploité en tant que carrière de roches massives, le site de Sainte-Pazanne a fait l'objet d'un enregistrement le 22/03/2024 en tant qu'installation de stockage de déchets inertes.

Les installations de traitement de matériaux (lavage de stériles d'autres carrières, recyclage de bétons) et la zone de transit de matériaux ont également été enregistrées.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets

- Eau de surface
- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Surveillance de la pollution	Arrêté Préfectoral du 06/07/2011, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	
3	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	
7	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	
8	Cessation partielle	Arrêté Préfectoral du 22/03/2024, article I.4.1	Demande d'action corrective	
11	Séparateur à hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 22/03/2024, article II.2.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	
12	Surveillance des rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 22/03/2024, article II.2.4.4	Demande d'action corrective	
13	Ouvrage de rejet	Arrêté Préfectoral du 22/03/2024, article II.2.4.4.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
14	Aménagement des points de prélèvements	Arrêté Préfectoral du 22/03/2024, article II.2.4.5	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déchets admis	Arrêté Préfectoral du 15/06/2009, article II.2.2	Sans objet
4	Document préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet
5	Vérification des documents	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
6	Contrôle visuel	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
9	Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 22/03/2024, article II.1.2	Sans objet
10	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 22/03/2024, article II.2.3.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
15	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52	Sans objet
16	Plan d'exploitation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 21	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les apports de déchets inertes, l'exploitant doit préciser le statut de l'instruction spécifique aux apports réalisés en Pays de la Loire. L'exploitant réalise des contrôles aléatoires sur les déchets apportés sur le site : il est demandé la transmission des résultats des analyses réalisées en 2024 - 2025.

Par ailleurs, les chantiers réalisés dans les agglomérations ou les communes où se trouvent des zones industrielles doivent être considérés comme potentiellement pollués compte tenu des activités historiques.

L'aire étanche utilisée pour le ravitaillement des engins est fissurée. L'exploitant doit vérifier son étanchéité et/ou la remettre en état.

L'exploitant doit respecter un délai maximal d'un an entre deux nettoyages du séparateur à hydrocarbures. Le point de rejet du séparateur doit être aisément accessible pour la réalisation des prélèvements.

Concernant les rejets des eaux d'exhaure, l'exploitant doit remettre en état le canal de mesure du débit et le dispositif de prélèvement associés à l'émissaire de rejet.

Le diamètre de la canalisation de rejet doit permettre de respecter le débit rejeté de 3 l/s/ha : l'exploitant doit définir ce diamètre et, si nécessaire, ajuster le diamètre sur la canalisation.

Afin de justifier que l'arrêt des pompes des eaux d'exhaure permet l'arrêt des rejets après le dernier bassin de décantation, l'exploitant doit transmettre un plan représentant le circuit des eaux sur le site, notamment le circuit des eaux pluviales qui ne sont pas directement interceptées par l'excavation.

Concernant le suivi de l'ancienne pollution, l'exploitant doit remettre en état le piézomètre dégradé, identifier les ouvrages et réaliser une carte d'implantation des ouvrages.

Il est demandé à l'exploitant de se positionner sur une des recommandations de l'étude de 2023 qu'il n'a pas mise en oeuvre et d'indiquer les suites qu'il compte donner au suivi spécifique qui s'achèvera en fin d'année 2025.

Concernant la cessation partielle de deux parcelles qui n'ont pas été exploitées, il est demandé à l'exploitant de finaliser la procédure de cessation d'activité et de transmettre les ATTES.

## 2-4) Fiches de constats

### N°1 : Surveillance de la pollution

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/07/2011, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

Deux fois par an, en hautes eaux et à l'étiage, les niveaux piézométriques sont relevés et des prélèvements sont effectués dans la nappe. Les ouvrages dans lesquels sont effectués ces prélèvements et les paramètres devant être analysés sont repris dans le tableau suivant :

Paramètre	Références des ouvrages
COHV	PI-2 ; PI-3 ; PI-4 ; PI-5 ; F-PAZ-7 ; F-PAZ-6 ; F-PAZ-14 ; F-PAZ-5 ; F-PAZ-4 ; F-PAZ-3 ; F-PAZ-1
BTEXN	F-PAZ-7 ; F-PAZ-14 ; F-PAZ-4 ; F-PAZ-3 ; F-PAZ-1
Manganèse	PI-2 ; PI-3 ; PI-4 ; PI-5 ; F-PAZ-7 ; F-PAZ-6 ; F-PAZ-14 ; F-PAZ-5 ; F-PAZ-4 ; F-PAZ-3 ; F-PAZ-1

[...] Dans chacun des piézomètres, l'eau prélevée fait l'objet d'analyses qualitatives et quantitatives, reportées dans le tableau ci-dessus.

[...] Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées et sont accompagnés de tout commentaire utile à leur compréhension. Un tableau associé à un graphique retraçant l'historique des analyses effectuées est joint à toute transmission de résultats.

Toute anomalie est signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

**Constats :**

L'exploitant transmet annuellement les tableaux et courbes de suivi des analyses réalisées dans les puits et piézomètres. Les prélèvements sont réalisés deux fois par an, habituellement en mars et septembre, à l'exception de l'ouvrage FPAZ-4 qui n'est plus suivi depuis l'été 2024. Les analyses portent sur les paramètres prévus par l'arrêté.

Le 23/05/2023, l'exploitant a signalé une augmentation des t aux de chlorure de vinyle en FPAZ-1 et une augmentation des taux de dichloroéthylène sur FPAZ-5 et FPAZ-6.

Il a transmis, le 14/11/2023, une étude de la société EGIS qui conclut que les eaux souterraines restent impactées à la fois sur site et hors site par la présence de COHV. En effet, deux forages agricoles ont été mis en place dans la parcelle agricole à l'Est du site en 2015 et ces captages attirent une partie de la contamination.

L'étude indique que la présence de chlorure de vinyle dans l'ouvrage le plus éloigné de la zone source COHV historique est un fait isolé et que le phénomène d'accumulation de ce composé est probablement lié à une absence de dispersion dans le milieu au vu des changements de sens d'écoulements et à une teneur en oxygène dissous très faible ne favorisant pas une dégradation de ce composé.

Le schéma conceptuel a été actualisé, il fait apparaître :

- Enjeux sanitaires au regard de l'usage actuel : absence d'enjeux sanitaires au droit du site (par inhalation)
- Enjeux sanitaires au regard de l'usage actuel hors site : présence potentielle d'enjeux sanitaires en dehors du site mais d'une manière indirecte uniquement par la consommation par du bétail de cultures agricoles contaminées par de faibles teneurs en COHV présentes dans les eaux d'arrosage et d'irrigation. Le risque est jugé comme faible. Le risque lié à la

consommation directe de l'eau est non existant au vu de l'absence de puits de prélèvements d'eau à usage domestique

- Enjeux environnementaux : présence d'enjeux environnementaux hors site par transfert de composés présents dans les sols et les eaux souterraines au droit du site vers des ouvrages situés hors site. Le mode d'utilisation de l'eau hors site, uniquement irrigation, permet d'indiquer un risque à priori faible. Il n'y a pas de transfert de cette contamination vers les eaux de surface.

Le bureau d'études indique que :

- il n'a pas été possible de retrouver l'ouvrage FPAZ-13 permettant de mieux apprécier la dispersion de la contamination vers l'est,

- la variabilité saisonnière du sens d'écoulement des eaux souterraines, contraire au sens d'écoulement théorique, reste une grande incertitude.

Le bureau d'études fait les recommandations suivantes :

- Pour améliorer la compréhension : évaluation des débits d'extraction actuels d'eau dans le fond de la carrière et au droit des captages agricoles, surveillance de la qualité des eaux prélevées en fond de carrière

- Adaptation du programme de surveillance pendant 2 ans :

. renforcement de la fréquence des prélèvements (ajout de prélèvements en période d'irrigation),

. ajout de points de mesure supplémentaires (FPAZ-11, FPAZ-15 et les deux ouvrages agricoles)

. mesures de paramètres supplémentaires pour mieux comprendre le mécanisme de dégradation des COHV,

. suivi piézométrique mensuel au niveau de plusieurs piézomètres

L'exploitant a adapté le programme de surveillance en ce sens à partir de janvier 2024 et transmet chaque année les résultats de cette surveillance spécifique.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a expliqué que FPAZ-11 est situé à l'Est et remplace FPAZ-13 qui n'a pas été retrouvé.

Il a indiqué ne pas avoir mis en oeuvre les recommandations du bureau d'études sur l'évaluation des débits et la surveillance des eaux prélevées en fond de carrière.

Lors de la visite, plusieurs ouvrages ont été contrôlés. Il a été difficile voire impossible de retrouver le nom de plusieurs ouvrages car la référence des ouvrages n'est pas précisée sur chacun et le plan est peu lisible.

Par ailleurs, l'ouvrage FPAZ-4 a été détérioré par un engin et il n'est plus possible de réaliser un prélèvement : il n'y a plus de mesures depuis l'été 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant d'établir un plan lisible de la localisation des différents ouvrages de suivi des eaux souterraines ainsi que des autres ouvrages référencés dans l'étude de 2010 relative à la pollution. Ce plan devra préciser le statut de ces ouvrages (suivi / non suivi). Il doit également mettre en place un dispositif d'identification sur les ouvrages.**

**L'exploitant doit réhabiliter l'ouvrage FPAZ4 ou, si ce n'est pas possible, le combler et refaire un ouvrage équivalent, en respectant les dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature IOTA.**

**Concernant les suites données à l'étude réalisée par la société EGIS en 2023, l'exploitant doit justifier de la non prise en compte de la recommandation concernant l'évaluation des débits et la surveillance des eaux prélevées en fond de carrière ou mettre en oeuvre cette recommandation.**

Il doit préciser la dernière phrase de l'étude qui porte sur l'arrêt des pompages dans un ouvrage alors que cet ouvrage est un piézomètre de surveillance.

Enfin, l'exploitant doit préciser les suites qu'il propose de donner à la surveillance spécifique mise en place pour une durée de deux ans, celle-ci s'achevant en fin d'année 2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

## N°2 : Déchets admis

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/06/2009, article II.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets inertes

**Prescription contrôlée :**

Les déchets admis dans l'installation sont :

Code déchet*	Description*	Restrictions
17 01 01	Bétons	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe.

Seuls les déchets ultimes, au sens de l'article L.541-2-1 du code de l'environnement, peuvent être éliminés par remblaiement dans l'excavation. En particulier, les déchets ayant le code 17 01 01 sont utilisés uniquement pour le recyclage et ne concourent pas au remblaiement de la fosse. Seule la fraction non valorisable peut être mise en remblai.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection, la plate-forme de déchargement des apports de déchets inertes destinés au remblaiement a été contrôlée.

Il a été constaté que les matériaux mis en remblais (merlons au bord de la zone de remblaiement) comportent peu d'indésirables.

Il a néanmoins été constaté la présence ponctuelle de petits morceaux d'enrobés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant de rester vigilant sur la présence d'indésirables dans les apports de déchets inertes, en particulier concernant les enrobés.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **N°3 : Procédure d'acceptation préalable**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets inertes

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation visée à l'article 1<sup>er</sup> met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;
- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.

Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.

**Constats :**

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis la procédure nationale « Admissibilité et acceptation des déchets inertes en remblais - carrières et ISDI » (V3 - 0402022). Cette procédure est notamment basée sur l'examen des informations indiquées par le producteur de déchets sur la DAP (Demande d'Acceptation Préalable) saisie sur la plate-forme internet dédiée, DAP WEB.

En complément de cette procédure nationale, l'exploitant a transmis l'instruction "Contrôles des DAP en région OPL" qui intègre les spécificités des apports de déchets inertes extérieurs sur les sites de la région Ouest Pays de la Loire. Cependant, le document transmis comporte des erreurs de forme (date, numérotation des pages), comporte "draft" dans le nom et ne comporte pas de signature de validation.

Cette instruction précise que l'exploitant consulte les bases de données Géorisques pour vérifier si le chantier est situé au niveau ou à proximité immédiate de sites susceptibles d'être contaminés. Les onglets "Installations industrielles" et "Sites et sols (potentiellement) pollués" sont consultés.

L'instruction prévoit que l'environnement général du site est également vérifié (zone industrielle, zone portuaire, lotissements, maison de particulier, champs ...) avec les outils GEOPORTAIL et/ou GOOGLE MAPS.

Lors de la visite, il a été demandé de consulter les DAP pour deux chantiers identifiés préalablement à la visite d'inspection. Les DAP prévoient l'indication d'un type de zone (zone ferroviaire, zone portuaire, zone industrielle, zone de remblais anthropiques, station-service, atelier, garage, autre). Pour les deux DAP consultées, la rubrique "autre" était cochée avec l'indication "espace vert" pour l'un et "parking véhicules légers" pour l'autre.



<p>La procédure nationale prévoit un mode "DAP express" permettant de valider une DAP directement sur le site. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que cette possibilité n'était pas utilisée sur les sites de Loire-Atlantique et Maine-et-Loire. Cependant, cette adaptation à la procédure nationale n'est pas précisée dans l'instruction locale.</p> <p>L'agente de bascule a été interrogée et elle a confirmé que les chargements qui arrivent sur le site sans DAP validée en amont sont refusés et notés sur le registre de refus. Celui-ci a été consulté et il a été constaté que 7 chargements ont été refusés pour cette raison depuis le début de l'année 2025.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'il réalise des contrôles aléatoires sur les chargements apportés. Il réalise au minimum un prélèvement par trimestre et fait analyser les critères d'admissibilité en ISDI.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit préciser le statut de l'instruction "Contrôles des DAP en région OPL" et justifier qu'elle a été diffusée au personnel concerné. Elle doit préciser que le mode "DAP express" n'est pas utilisé sur le site.</b></p> <p><b>L'exploitant doit rester vigilant sur la vérification de la rubrique « autre » de la DAP car certaines activités polluantes peuvent rentrer dans cette catégorie, par exemple : retrait de cuve de fuel chez un particulier, destruction d'un bâtiment agricole où étaient stockées des produits polluants, etc.</b></p> <p><b>Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant d'intégrer, dans les critères relatifs à une contamination potentielle, la localisation du site d'origine des déchets dans une grande ville et/ou une ville avec un historique industriel. Pour ces chantiers, des analyses devront être réalisées afin de lever le doute d'une contamination.</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats des analyses réalisées sur les prélèvements aléatoires en 2024-2025.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>

#### N°4 : Document préalable

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;</li> <li>- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> <li>- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;</li> <li>- l'origine des déchets ;</li> <li>- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- la quantité de déchets concernée en tonnes. [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un exemple de certificat préalable pour un chantier accepté sur le site. Le document comporte l'ensemble des éléments demandés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N°5 : Vérification des documents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté d'arrivée de camion apportant des déchets inertes lors des contrôles réalisés à la bascule. L'agente de bascule a indiqué contrôler que le chargement disposait bien d'une DAP préalablement acceptée. L'examen du registre de refus pour 2025 montre que des chargements ont été refusés notamment parce qu'ils ne disposaient pas d'une DAP validée mais également parce que la DAP indiquait une mauvaise commune d'origine des déchets inertes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N°6 : Contrôle visuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. AMPG 2760-3 - Article 19 : Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer. Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il n'a pas été constaté d'arrivée de camion apportant des déchets inertes lors des contrôles réalisés à la bascule. L'agent de bascule a indiqué contrôler visuellement les camions à l'entrée, soit directement, soit à l'aide d'une caméra en fonction de leur taille. Au niveau de la plate-forme d'accueil des déchets inertes, un engin était en cours de poussage de matériaux. Le conducteur a indiqué être présent en permanence sur la plate-forme (en alternance avec le deuxième conducteur d'engins du site). Il a indiqué réaliser le contrôle visuel au moment du déchargement puis lors du poussage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N°7 : Registre d'admission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du [31/05/2021]

<p>sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'accusé d'acceptation des déchets ;</li> <li>- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;</li> <li>- le cas échéant, le motif de refus d'admission.</li> </ul> <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un extrait de son registre d'admission. Cependant, cette extraction ne comporte pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet,</li> <li>- les informations sur le producteur, l'établissement expéditeur des déchets, l'adresse de prise en charge, l'éco-organisme, le transporteur,</li> <li>- le code de traitement,</li> <li>- l'accusé d'acceptation des déchets ;</li> <li>- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;</li> <li>- le cas échéant, le motif de refus d'admission.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le registre comportant l'ensemble des informations demandées pour le premier trimestre 2025.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>

## N°8 : Cessation partielle

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2024, article I.4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise la cessation d'activité des parcelles, comprises dans le périmètre de l'ancienne carrière et non reprises dans le cadre du présent arrêté (parcelles cadastrées ZA n°112p, n°167 et n°168) qui sont mises à l'arrêt définitif. La cessation d'activité est mise en oeuvre suivant les dispositions des articles R.512-39 à R. 512-39-6 du code de l'environnement.</p> <p>Le présent arrêté vaut récépissé de notification de la cessation d'activité pour les trois parcelles suscitées. L'usage futur à retenir pour ces trois parcelles est de type renaturation, conformément à l'arrêté préfectoral du 15 juin 2009 susvisé.</p> <p>Pour ces trois parcelles et à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la mise en sécurité dans un délai de trois mois et transmet l'attestation de mise en sécurité à l'inspection des installations classées, dans le même délai ;</li> <li>- un mémoire de réhabilitation et l'attestation afférente dans un délai de six mois. L'exploitant transmet ces documents à l'inspection des installations classées dans un délai de six mois.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas transmis les attestations demandées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant de finaliser la procédure de cessation d'activité et de transmettre les ATTES. Pour information, il n'est pas prévu d'allègement des modalités de cessation d'activité.</b></p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

### N°9 : Surveillance des émissions de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2024, article II.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins deux fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas les mesures sont conduites pendant les périodes où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques (périodes sèches ou/et campagne de concassage). Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales.</p> <p>Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est inclus au plan de surveillance. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003).</p> <p>Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/m<sup>2</sup>/j (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis. Si un résultat excède cette valeur, la fréquence de mesures devient trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra revenir à deux mesures par an.</p> <p>L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées la protection de l'environnement un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières totales, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures.</p> <p>Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le "rapport de suivi annuel 2024" (Geoscop).</p> <p>Les mesures ont été réalisées conformément à la norme NFX 43-014 (méthode des jauges) au niveau de 4 points de mesure en limite de site et un point de mesure pour le bruit de fond, situé au nord.</p> <p>Les mesures ont été réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du 18/06 au 14/07/2024,</li> <li>- du 27/08 au 26/09/2024,</li> <li>- du 18/11/ au 18/12/2024.</li> </ul> <p>Les résultats de ces deux premières campagnes de mesure montrent une contribution de l'installation supérieure à 200 mg/m<sup>3</sup>/jour au niveau du point situé à l'Est, au droit de la plate-forme des installations.</p> <p>Pour les autres points de mesure, l'écart entre la concentration mesurée en limite de site et la</p>

concentration mesurée au niveau du point de bruit de fond est inférieure à 200 mg/m <sup>3</sup> /jour.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit poursuivre la réalisation des mesures à une fréquence trimestrielle jusqu'à ce que la contribution de l'installation soit inférieure à 200 mg/m <sup>2</sup> /j pendant 8 trimestres consécutifs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°10 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2024, article II.2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les trois piézomètres, l'exploitant réalise une mesure de la piézométrie selon une fréquence trimestrielle.</p> <p>L'exploitant réalise trimestriellement une analyse des eaux sur les trois ouvrages de surveillance (FPAZ 12, FPAZ 17 et FPAZ 18) et sur les eaux d'exhaures. Les paramètres à suivre sont définis ci-après : pH, conductivité, matières en suspension totales (MEST), Fluorure, Sulfates, Hydrocarbures (C10 à C40) et métaux (Arsenic, Cadmium, Chrome total, Cuivre, Mercure, Manganèse, Nickel, Plomb et Zinc).</p> <p>En complément et sur des points de prélèvement situés en amont et en aval hydraulique de l'installation de stockage de déchets inertes, en fonction de l'avancement du comblement de la fosse (eaux d'exhaures ou FPAZ 12 ou FPAZ 17 ou FPAZ 18), l'exploitant réalise annuellement une analyse des eaux sur les paramètres suivants : DCO (demande chimique en oxygène), métaux (Baryum, Molybdène, Antimoine, Sélénium), Chlorure, Indice phénols, COT (carbone organique total), BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes), PCB (polychlorobiphényles 7 congénères) et HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) [...]</p> <p>En cas d'observation d'une anomalie sur les résultats sur le suivi des eaux souterraines, une contre-analyse est réalisée la semaine suivante sur le ou les paramètres déclassant afin de vérifier s'il s'agit d'une anomalie ponctuelle. [...]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le "Rapport de suivi annuel 2024" (Géoscop).</p> <p>Ce rapport présente, pour les trois piézomètres concernés, le résultat du relevé piézométrique et des analyses réalisées pour les paramètres demandés, à une fréquence trimestrielle ou annuelle en fonction des paramètres. Une courbe présente le relevé piézométrique historique depuis 2010.</p> <p>Les analyses prévues par l'arrêté préfectoral ont également été réalisées à la fréquence prévue selon les paramètres. L'exploitant a également transmis son tableau de suivi pour les résultats du premier trimestre 2025.</p> <p>L'exploitant et le rapport ne signalent pas d'anomalie.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N°11 : Séparateur à hydrocarbures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2024, article II.2.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux susceptibles d'être polluées de l'aire étanche sont dirigées vers un séparateur à hydrocarbures. Les eaux en sortie du séparateur à hydrocarbures sont rejetées, par l'intermédiaire d'un fossé, vers le ruisseau du Bois de Beaulieu.</p>

Les dispositifs de collecte d'hydrocarbures (décanteurs-séparateurs à hydrocarbures ...) et les rétentions doivent être nettoyés aussi souvent que nécessaire et, dans tous les cas, au moins une fois par an.

Les justificatifs du nettoyage des décanteurs-séparateurs à hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant fait réaliser à une fréquence semestrielle, par un organisme compétent, l'ensemble des mesures permettant de vérifier la conformité du rejet du séparateur à hydrocarbure aux paramètres suivants : MEST, DCO et Hydrocarbure totaux.

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'aire utilisée pour le ravitaillement des engins était très fissurée et que l'étanchéité n'est donc plus garantie.

Cette aire dispose d'un caniveau central permettant de récupérer les eaux susceptibles d'être polluées. Celles-ci sont dirigées vers un séparateur à hydrocarbures dont le rejet se fait dans le ruisseau au Nord du site.

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les bordereaux de suivi des déchets dangereux pour les eaux et boues hydrocarburées pompées lors des derniers nettoyages du séparateur à hydrocarbures les 31/03/2025 et 22/01/2024. Le délai maximal d'un an pour le nettoyage du séparateur à hydrocarbures n'a pas été respecté.

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le "rapport de suivi annuel 2024" (Geoscop) et le tableau des mesures réalisées en 2025.

En 2024, les mesures ont été réalisées le 18/06/2024 et le 17/09/2024 sur les paramètres demandés. Il est constaté un dépassement sur le paramètre MEST le 18/06/2024 : 190 mg/l (la valeur limite est de 35 mg/l).

L'exploitant explique ce dépassement par la nécessité de verser de l'eau dans le caniveau central de l'air étanche pour provoquer un rejet et permettre un prélèvement. Cette action a provoqué l'entraînement de poussières dans le séparateur. L'exploitant a indiqué avoir ensuite curé le caniveau.

En 2025, une mesure a été réalisée le 17/03/2025. Les résultats sont conformes mais le tableau ne comporte pas de mesure de la DCO.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant de vérifier l'étanchéité de l'aire de ravitaillement et, le cas échéant, de refaire cette étanchéité.**

**L'exploitant doit respecter un délai maximal d'un an entre deux nettoyages du séparateur à hydrocarbures.**

**L'exploitant doit justifier que les résidus de curage du caniveau de l'aire étanche ont été traités dans une filière appropriée.**

**Il est demandé à l'exploitant de s'organiser pour éviter un rejet non conforme lors des opérations de prélèvement.**

**L'ensemble des paramètres prévus par l'arrêté préfectoral doivent être contrôlés.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

#### **N°12 : Surveillance des rejets d'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/03/2024, article II.2.4.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux superficielles

**Prescription contrôlée :**

Les eaux sont rejetées au milieu naturel dans les conditions ci-après définies :	
Point de rejet vers le milieu récepteur	
Coordonnées (Lambert II étendu)	X : 284 920 m ; Y : 2 244 033 m
Point kilométrique du rejet	Pk = 998,28 m (mesuré à partir de la confluence du ruisseau du Bois de Beaulieu avec la rivière La Blanche)
Milieu naturel récepteur	Ruisseau du Bois de Beaulieu, via un fossé
Nature des effluents	Trop plein du dernier bassin de décantation (eaux d'exhaure), eaux issues du séparateur à hydrocarbures
Débit	Inférieur à 300 m <sup>3</sup> /h
Température des effluents	Inférieure à 30°C
Ph	Compris entre 5,5 et 8,5 hors période d'étiage. En période d'étiage, le pH doit être compris entre 6 et 8,5
Concentration maximale en MEST (matières en suspension totales)	Inférieure à 35 mg/l
DCO (demande chimique en oxygène)	Inférieure à 125 mg/l sur effluent non décanté
Sulfates	Inférieure à 250 mg/l
Fluorures	Inférieure à 1,5 mg/l
Chlorures	Inférieure à 200 mg/l
HCT (hydrocarbures totaux)	Inférieur à 10 mg/l
Modification de couleur du milieu récepteur	Inférieur à 100 mg/Pt/l
<p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures avant rejet au fossé, à l'exception de la modification de couleur du milieu récepteur.</p> <p>L'exploitant fait réaliser à une fréquence semestrielle, par un organisme compétent, l'ensemble des mesures permettant de vérifier la conformité du rejet du trop plein des eaux d'exhaures aux présentes dispositions.</p> <p>La vérification de la conformité de la modification de couleur du milieu récepteur est réalisée de manière semestrielle, au niveau du ruisseau du Bois de Beaulieu, en amont et en aval du point de jonction avec le fossé recueillant les rejets d'eau du site.</p> <p>Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p>	
<b>Constats :</b>	
<p>Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le "rapport de suivi annuel 2024" (Geoscop) et le tableau de suivi pour les premières mesures réalisées en 2025.</p> <p>En 2024, le bureau d'études Geoscop a fait 3 passages mais aucun rejet n'a été constaté. Il a donc réalisé un prélèvement ponctuel dans le dernier bassin de décantation le 04/04, le 18/06 et le 11/12 et n'a pas réalisé de mesure dans le ruisseau.</p> <p>Il est constaté un dépassement de la valeur limite de pH (9,1 au lieu de 8,5 maximum) dans le prélèvement réalisé dans le bassin de décantation le 04/04/2024. Les autres résultats sont</p>	

conformes.
En 2025, le tableau de suivi indique qu'une analyse a été réalisée le 17/03/2025, en présence de rejets. Les résultats sont conformes mais le prélèvement a été réalisé de manière instantanée et non sur 24 heures.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>L'exploitant doit réaliser des prélèvements sur 24 heures en cas de présence d'un rejet au milieu naturel.</b>
<b>Le dépassement ponctuel de pH a été constaté dans le dernier bassin de décantation, en l'absence de rejet. En cas de dépassement du pH au niveau du rejet au milieu naturel, l'exploitant doit arrêter le rejet dans l'attente d'un retour à la conformité.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

### N°13 : Ouvrage de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2024, article II.2.4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles
<b>Prescription contrôlée :</b>
Ces points de rejet sont munis de dispositifs d'obturation permettant d'éviter des rejets au milieu naturel en cas de pollution.
L'exploitant met en place un système limiteur de débit en sortie du dernier bassin de décantation des eaux d'exhaure avant rejet, afin de respecter en tous temps la valeur de 3l/s/ha pour la carrière, y compris après la remise en état du site.
<b>Constats :</b>
Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que le point de rejet du séparateur à hydrocarbures était muni d'un dispositif que l'exploitant a indiqué être un dispositif d'obturation. Cependant, le point de rejet était inaccessible compte tenu de la végétation et le contrôle n'a pas pu être réalisé.
Au niveau du point de rejet principal, après décantation, il n'a pas été constaté la présence d'un dispositif d'obturation. L'exploitant a indiqué que, en cas de pollution, l'arrêt des rejets serait assuré par l'arrêt du pompage.
Concernant la limitation des débits, l'exploitant indique que celle-ci est assurée par la capacité des pompes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Lors de l'instruction du dossier ayant abouti à l'arrêté préfectoral du 22/03/2024, l'exploitant avait répondu à l'avis de la CLE du SAGE que "afin de s'assurer que le débit rejeté au cours d'eau, après tamponnement dans le bassin d'eau claire, ne sera pas supérieur à la valeur du débit de pompage, la section adéquate de la canalisation de sortie sera définie et ajustée afin de respecter le débit rejeté de 3 l/s/ha." Il est donc demandé à l'exploitant de définir le diamètre de la canalisation de rejet et, si nécessaire, d'ajuster le diamètre sur la canalisation.</b>
<b>L'exploitant doit justifier que l'arrêt des pompes des eaux d'exhaure permet l'arrêt des rejets après le dernier bassin de décantation. A l'appui, il doit notamment fournir un plan représentant le circuit des eaux sur le site, en particulier, le circuit des eaux pluviales qui ne sont pas directement interceptées par l'excavation.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant



#### N°14 : Aménagement des points de prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/03/2024, article II.2.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles
<b>Prescription contrôlée :</b> L'émissaire de rejet des eaux d'exhaure doit être équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement permettant de prélever un échantillon proportionnellement au débit sur 24 heures. Le canal de mesure du débit est doté d'un compteur totalisateur. [...] Les points de prélèvement sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les abords du dernier bassin de décantation avant rejet avaient été fauchés et que la circulation de l'engin avait entraîné des dégradations sur le dispositif permettant la mesure du débit et le prélèvement des eaux. Compte tenu des dégradations, le compteur et le dispositif de prélèvement ne semblent plus fonctionnels. Concernant le rejet du séparateur à hydrocarbures, le prélèvement se fait en sortie de canalisation. Lors de la visite, le point de prélèvement était couvert d'une grille de protection qui se soulève pour permettre le prélèvement. La présence de la végétation rendait l'accès difficile.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>L'exploitant doit remettre en état le canal de mesure du débit et le dispositif de prélèvement associés à l'émissaire de rejet des eaux d'exhaure.</b> <b>Les points de prélèvement doivent être aisément accessibles lors des interventions du bureau d'études.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

#### N°15 : Surveillance des émissions sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions sonores
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté, ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes : 1. Pour les établissements existants : - la fréquence des mesures est annuelle ; - si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ;

- si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.
<b>Constats :</b> Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le "rapport de suivi annuel 2024" (Geoscop). Les mesures de bruit ont été réalisées selon la méthode d'expertise le 25/06/2024 au niveau de 3 points en ZER (zone à émergence réglementée) et 2 points en limite de site. Le résultat du calcul d'émergence est erroné pour le point B2 mais les résultats sont conformes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>Il est demandé à l'exploitant de réaliser une nouvelle campagne de mesure de bruit en 2025.</b> <b>Si les résultats sont conformes, les mesures pourront être réalisées à une fréquence trisannuelle, si les valeurs limites seront respectées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N°16 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 21
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plans
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments nécessaires pour présenter les différentes phases d'exploitation du site.
<b>Constats :</b> Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un "plan de localisation du remblaiement" en date du 19/12/2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite